5 ans pour des idées

Paroles d'experts

avec la Fondation Concorde

N°8 - 12 décembre 2013

« Croissance, compétitivité : quelles réponses ?»

Questions à Denis FERRAND,
Directeur Général de Coe-Rexecode depuis décembre 2008.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la France a reculé de 0,1% au troisième trimestre 2013. La France maintient ses prévisions de 0,1% ou 0,2% de croissance en 2013. Comment doit-on l'interpréter : reprise, stagnation, sursaut ?

Certainement pas un signe de reprise. Il y a une précision sémantique à effectuer lorsqu'on parle de reprise. La reprise, c'est quelque chose qui tient avant tout à l'évolution des comportements. Les acteurs adoptent des anticipations positives. Les projets dans les cartons se matérialisent car les horizons sont plus favorables. C'est l'investissement qui caractérise la reprise. On est pas dans cette marque-là…
Même si certains freins, comme l'amélioration de la situation de la zone euro sont levés, on est loin d'être en situation de reprise.

C'est l'investissement qui caractérise la reprise

Que peut faire la France pour connaitre un net regain de croissance ?

La situation dans laquelle nous sommes est contingente à la zone euro. Quand on regarde la croissance mondiale, on s'aperçoit qu'elle est revenue aux Etats-Unis. Même si elle n'est pas vive, elle est là. On peut parler de reprise. Du coté des économies émergentes, il n'y a pas de reprise de l'activité.
Il faut bien comprendre, qu'aujourd'hui, la récession est europeocentrée. C'est la zone euro qui a contribué au ralentissement de la croissance et à la stagnation du PIB. L'environnement extra zone euro n'est pas radicalement modifié. Ce qui est nouveau, c'est que la zone euro est moins un frein. Cela vient de l'Allemagne, du Royaume Uni et de sa croissance retrouvée, de l'Espagne qui ne recule plus mais stagne. La zone euro va mieux que la France.

Le gouvernement souhaite remettre à plat la fiscalité. Pensez-vous que ce type d'annonce peut avoir un impact positif pour la croissance, compte-tenu du contexte fiscal actuel ?

Dans la période actuelle, la France reste à l'écart des premiers signes d'améliorations de conjoncture qui s'opèrent dans la zone euro. C'est dû au flou fiscal intervenu dans les derniers mois. L'environnement mouvant des derniers mois (augmentation des prélèvements de 22 milliards sur les entreprises, mise en place d'un CICE qui ne compensera pas…) a créé un bruit défavorable à tout tournant en matière d'investissements
. La France est dans un décalage de conjoncture par rapport à la zone euro.
Sur la réforme fiscale, il est difficile d'en dire quoi que ce soit, car pour l'instant il n'y a pas de trajectoire…

Angela Merkel et l'Alle-

La démarche de « 5 ans pour des idées »

Imaginée par une équipe de 6 jeunes engagés dans la sphère publique, « 5 ans pour des idées » est une démarche que nous voulons utile, intelligente et participative.

Avec les élus, locaux et nationaux, auprès de thinks tanks, de droite et du centre et avec ceux qui veulent s'engager dans une démarche de long terme, « 5 ans pour des idées » doit permettre d'alimenter le débat et d'identifier les idées nouvelles et porteuses au sein de notre famille politique.

« 5 ans pour des idées » n'est pas un engagement militant mais le rassemblement de jeunes de centre et de droite, voulant être actifs pour que 2017 laisse place à 5 ans pour des actes.

Paroles d'experts

« 5 ans pour des idées » et la Fondation CONCORDE ont lancé « Paroles d'experts » en 2012.
Chaque mois un expert de la société civile répondra à nos questions sur un sujet qui fait l'actualité.

Fondation Concorde

magne semblent se diriger vers l'instauration d'un salaire minimum. La France connaît un problème majeur de compétitivité avec l'Allemagne. Cette mesure, peut-elle aider la France à réduire cet écart ?

La France est dans un décalage de conjoncture par rapport à la zone euro.

Il faut se rendre compte que l'instauration d'un salaire minimum concerne peu, les secteurs primo exportateurs. Les secteurs qui exportent en Allemagne payent bien au-delà du SMIC et lorsqu'on regarde derrière l'épouvantail de l'agroalimentaire, on s'aperçoit que ça n'altèrera pas la compétitivité allemande.
Globalement, il apparaît difficile d'attendre des résultats forts de cette mesure à cause de la hiérarchie des salaires essentiellement. C'est pas la moindre compétitivité des autres qui nous rendra une meilleure compétitivité chez nous.

Quelle réponse ?

Le rapport de Coe-Rexecode sur la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne publié en janvier 2011 donnait trois pistes :

- L'encouragement de l'innovation. Beaucoup a déjà été fait (les pôles de compétitivité, le renforcement du crédit impôt recherche, les investissements d'avenir), donc l'enjeu est essentiellement de ne pas remettre en cause ces dispositifs ;
- L'organisation du marché du travail : il faut laisser le primat à la négociation à l'intérieur de l'entreprise. le dialogue social renouvelé à l'intérieur de l'entreprise est un élément essentiel de notre compétitivité.
- Le coût du travail : la vraie dérive est venue d'un décalage de coût du travail avec l'Allemagne. Il faut recaler nos coûts sur l'Allemagne. Le coût du travail, c'est des charges salariales mais c'est aussi du salaire net.

L'évolution des salaires doit à long terme refléter l'évolution de la productivité du travail.

En effet, l'évolution des salaires doit à long terme refléter l'évolution de la productivité du travail. On s'en est beaucoup éloigné au cours des dernières années. A ce propos, un rapport récent du CAE (printemps 2013) montre du reste l'atypie de la France du point de vue des évolutions de salaires et de leur inertie relative par rapport à l'évolultion de l'activité.

Pour plus d'informations :
contact@5anspourdesidees.fr
www.5anspourdesidees.fr